

Avenir de la langue française

Journal de l'association « Avenir de la langue française » créée à Paris en 1992

N°5 - juillet 1999

Les poissons d'avril...

... du dernier numéro se cachaient (si l'on peut dire) dans les première et troisième brèves du "Tableau d'honneur", et dans la seconde brève du "Pilori".

Francophonie, colonies, cacophonie

Un zeste de bon sens et quelques notions claires d'histoire pour couper court au faux débat sur la francophonie comme avatar du colonialisme.

Dans un article du *Monde* du 7 mai 1999 sur l'**identité française** et les diverses conceptions de l'Europe, M. Ferenczi indique que la France a cessé "de porter ses regards vers le grand large, que bornait à l'infini le vaste horizon de son empire colonial, pour limiter son champ de vision aux frontières de son environnement immédiat". Il ajoute que la France essaie toujours de se distinguer des blocs et que "la francophonie entretient l'idée d'une culture à vocation universelle distincte de l'anglo-saxonne. Mais, d'une manière ou d'une autre, la volonté d'inscrire plus étroitement l'action de la France dans le cadre d'une organisation européenne a fini par prévaloir".

Il y a universel et universel !

Analyse doublement intéressante. D'abord parce qu'elle n'est pas formellement inexacte, notamment lorsqu'elle constate la prégnance d'une **construction européenne** qui devient naturelle même si elle est souvent pesante ou abusive. Elle a aussi le mérite de mentionner la persistance d'une politique visant à se distinguer de celle des blocs et d'entretenir à travers la francophonie l'idée d'une **culture universelle** autre que la culture actuellement dominante.

Plus gênante est l'idée sous-jacente que la francophonie ainsi définie se présenterait comme un substitut de l'**empire colonial**, ce qui l'exposerait à toutes les accusations de nostalgie, voire de "néocolonialisme". Or, il s'agit là d'une vue fausement historique, partielle et partielle.

Hier colonisateur, demain colonisé et vice versa !

Si la francophonie a des origines **partiellement coloniales**, n'en est-il

pas de même de tous les ensembles analogues : hispanophone, lusophone, russophone et... anglophone ? En fait, qui pourrait citer un pays qui n'a pas été colonisateur et colonisé à une époque ou à une autre, et qui ne garde l'héritage culturel et linguistique de cette histoire ? Sur ce plan, la Francophonie n'est donc pas plus spécialement d'origine coloniale que les autres aires linguistiques. Elle l'est même plutôt moins, si l'on songe aux autres régions francophones d'Europe et à des pays où cette colonisation est tellement ancienne que son évocation n'a plus **aucun sens politique**, comme le Québec, l'Acadie, Haïti, l'île Maurice, les Seychelles, sans parler de plusieurs pays du Proche-Orient et de pays européens où notre langue garde une place privilégiée et qui n'ont jamais été des colonies françaises, comme la Roumanie.

L'héritage au service de l'avenir

Il faut donc tordre le cou à ce canard qui se nourrit de connaissances historiques incomplètes et de complexes mal surmontés. Notre devoir est de tirer le meilleur parti de notre héritage historique. Cela signifie notamment le refus des blocs, mais surtout le renforcement des liens culturels entre des pays répartis aux quatre coins du monde et parvenus à des stades de développement économique différents. Ce sont ces écarts à l'intérieur d'une même aire culturelle qui peuvent permettre, mieux que toute autre formule, de **faire progresser** vers moins de cacophonie et vers plus d'harmonie.

Jean Griesmar (Paris)



*On connaissait les Bretons bretonnants.
Voici maintenant les Bretons grand-bretonnants.*

Un jugement

En juin 1998, monsieur F.-V. achète, pour 1 122 F, un écran informatique dans un magasin de Paris 12^e (Tango-Computer). En débattant cet écran, il découvre que la notice d'installation est rédigée en anglais, **sans traduction en français**. Après plusieurs réclamations infructueuses auprès du magasin, il se résout à porter plainte auprès de la D.D.C.C.R.F. Une inspection diligentée dans le magasin permet de confirmer l'**infraction** à la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et d'en découvrir plusieurs autres. Le **procès-verbal** transmis au Parquet aboutit le 7 janvier 1999 devant le tribunal de police de Paris. Entre-temps, deux associations agréées, A.L.F. et D.L.F., alertées par monsieur F.-V., se sont constituées parties civiles. La société propriétaire du magasin (Cosmos Computer) a été **condamnée à payer** : 14 amendes de 100 F, 1 000 F de dommages et intérêts à monsieur F.-V., 1 500 F de dommages et intérêts et 500 F de frais à A.L.F. et D.L.F. (Copie du jugement, disponible auprès de D.D.C.)

Explication des sigles : voir page 4.

Des consommateurs, des renards et des blaireaux (II)

L'auteur poursuit sa dénonciation de la vieille alliance objective entre expansionnisme des uns (Anglo-saxons notamment) et lâche docilité des autres. Quand couvent la révolte et la violence...

Les autres empires n'ont pas exactement eu les mêmes **motivations fondamentales**, même si les résultats ont parfois été les mêmes (pour l'Espagne : la Croix ; pour la France : la "mission civilisatrice" ; pour le Japon : la "Grande Asie", etc. Aucune justification morale chez Victoria, sauf le concept très racial de " fardeau de l'homme blanc ").

Il ne s'agit pas d'être "les plus forts" mais d'être les seuls, avec peut-être l'espoir secret d'**humilier**. Rien ne paraît plus jubilatoire que d'administrer la preuve qu'en France même, pays qui se targue tellement d'universalisme, la

norme est désormais la langue de l'antique ennemi. . .

Peut-être parce que ma mémoire de jeune occupé dans les années 40 me ramène devant les yeux les affiches bilingues où le français était savamment, jusque dans mon village, placé en position humiliante sous les "**Bekanntmachung**", je ne peux physiquement supporter, tout polyglotte et multiculturel que je sois, qu'on m'aborde en anglais, sans autre manière, sur le trottoir parisien ou qu'il me faille me crever les yeux pour trouver au bas de l'écran de mon poste, chez moi, entouré des miens, la traduction de "THINK DIFFERENT". Je pense différent... si je veux.

Prévenir la violence

L'allié d'hier, et je le déplore, est devenu l'adversaire mortel d'aujourd'hui pour la survie de **notre culture**, qui est elle aussi mondiale.

Ce **viol permanent** ne peut que faire en sorte qu'un sentiment de **révolte**, voire de sourde **haine** commence à envahir nos tripes, ce qui n'est pas sain. Mais peut-on laisser inférioriser, neutraliser, et à terme rendre caduques la langue et la culture mondiales que nous avons reçues en partage avec des millions d'autres hommes sur terre ?

Avant que la violence ne parle (et cela, souvent, finit par déconsidérer les plus nobles causes), ne vaudrait-il pas mieux inverser le **malsain consensus** qui nous est imposé par les hommes de pouvoir et d'argent et rétablir celui, qui a toujours prévalu ici, selon lequel "le roi de France - nous dirons le "parler français" - est souverain en son royaume".

Bien sûr, il nous faut demeurer pragmatiques et humanistes.

Utilisons les langues étrangères quand cela nous sert, et aussi pour nous **ouvrir l'esprit**, pour demeurer universels.

Mais, dans l'espace public français, il faut faire de jalousie vertu et "sanctuariser" notre **idiome**, qui n'est pas issu d'une île naturellement protégée. Comme disait le Roy François (Ordonnance de Villers-Cotterêts, 1539) : ce sera "en langage maternel françoys et non autrement". Morbleu.

Jean Hourcade (L'Étang-la-Ville, 78)

Ne dites pas, mais dites

- "L'air conditionné fonctionne mal."
- "La climatisation..."
- "Je n'ai pas d'autre *alternative* que d'accepter."
- "Je n'ai pas d'autre choix..." (l'alternative serait : accepter ou refuser).
- "Ce vieil hôtel particulier a été *réhabilité*"
- "...rénové, restauré, remis à neuf."
- "Mr. Tartempion (Mister)."
- "M. Tartempion (Monsieur)" (à la rigueur, mais archaïque, "M^r").

Rapprochement fortuit

"Vous perdez votre temps à vouloir défendre le français comme langue de grande communication. De même que la politique, la culture obéit d'abord à la force, qu'elle soit économique ou militaire. Vous devez donc ouvrir les yeux : il y a maintenant une puissance dominante et ce n'est pas la France ; elle impose nécessairement sa langue à toute l'Europe et on ne voit pas ce qui pourrait modifier cet état de fait. Dernier exemple de cette suprématie : la guerre des Balkans où l'on ne peut que constater la supériorité technique de cette puissance, face à laquelle les adversaires se battent comme jadis les Indiens d'Amérique avec des flèches contre les fusils des conquérants. Comment ne pas voir que, dans une telle situation, il est inutile d'entretenir des espoirs chimériques sur un éventuel équilibre linguistique où le français aurait sa place ? L'Histoire a parlé."

Propos (reconstitués) entendus en 1941 au moment de la "Blitzkrieg" des Allemands contre les pays balkaniques, s'ajoutant à tant d'autres victoires éphémères. Bien entendu, tout rapprochement avec des événements et des discours contemporains ne pourrait être que purement fortuit.

Jean Griesmar (Paris)

Anglais "gratis"

Voulez-vous apprendre "l'anglais" gratuitement ?

Lisez toutes les affiches « anglo-saxonnisées » qui polluent notre pays !

Comment dit-on "cuiller de bois" en anglais ?

L'anglomanie ne frise pas toujours le ridicule : elle y sombre parfois.

Une brochure est actuellement distribuée dans les établissements d'enseignement pour inciter les jeunes à s'inscrire à des **stages de rugby** dans les Alpes ou dans les Pyrénées. Heureuse initiative, dira-t-on, propre à contribuer au succès du rugby français.

Hélas ! lorsqu'on essaie de lire cette brochure, on s'aperçoit qu'elle est réalisée par une certaine "Rugby Academy" qui organise des "training camps", y compris des "skill camps" et des stages rythmés selon un "planning"... et incluant des **stages d'anglais** (bien que les sites soient plus proches de l'Italie et de l'Espagne que de l'Angleterre ou de la Nouvelle-Zélande).

Mais on nous répondra : "Qu'importent le suivisme et le **snobisme moutonnier**, qu'importent les complexes distillés dans de jeunes esprits face à leurs futurs adversaires anglophones ? Et peu importe le ridicule : il n'y a que le résultat qui compte !"

Eh bien, justement ! le résultat est là : la France est **bonne dernière** dans le tournoi des Cinq Nations. Sans qu'on puisse parler de coïncidence, car cette anglomanie est imposée dans ce sport de façon systématique. Munis de **l'anglais de bazar** qu'on leur a dispensé avec la bénédiction du président de la Fédération française de rugby, nos joueurs ont tout juste pu ramasser la "cuiller de bois" des perdants : cela, on le dit en français, et tout le monde le comprend.

Jean Griesmar (Paris)

Infinitif "ER" français contre infinitif "ER" colonisant !

Les verbes français du 1^{er} groupe se terminent par "er", comme chacun sait. Las ! Cette liste de verbes, pourtant suffisamment riche pour permettre de bien s'exprimer, se voit affublée (le ridicule ne tuant pas !) de **verbes saugrenus** qui l'allongent alors qu'elle s'en passerait bien !

Exemples tristement non-exhaustifs : booster, briefer, bruncher, cruncher, driver, flipper, manager, scotcher, sketcher, etc.

Cette addition abstruse et barbare de mots passe-partout qui ne veulent rien dire et que tout le monde comprend (!),

et c'est bien ce qui est redoutable, relègue nos verbes français traditionnels parmi les fables...

Guillen Deschamps (Paris)

O.P.A. sur l'U.P.U. ?

Le fait que le français soit *l'unique* langue de l'Union postale universelle dérange-t-il certains groupes de pression ? On connaît la tentative de mainmise sur l'Afrique francophone, par missionnaires baptistes, prédicateurs musulmans et autres hommes d'affaires yankees interposés. Le domaine de **la Poste** semblait jusqu'ici plutôt préservé. Phénomènes inquiétants : voici qu'un timbre sénégalais de 290 F CFA souhaite un "happy birthday" au club Aldiana pour sa vingt-cinquième année (ce dernier mot étant d'ailleurs rédigé en allemand), et qu'une estampille burkinabé de 425 F.C.F.A. offre des "greetings", pour un "joyeux Noël" 1998, agrémentés de ce qui semble être un papillon ("Swallowtail Butterfly"). Ces **détails** ne sont pas forcément significatifs, mais peuvent l'être aussi : qu'on se souvienne d'un *Cambodia* sur les timbres cambodgiens, peu après la fin du régime khmer rouge. Le temps d'une émission. Qui obtint que l'on revînt au français, et comment ?

Francis Gandon (Paris)

Acadie

En ce milieu d'année, il convient d'attirer l'attention sur les descendants d'Acadiens de l'ex-" Nouvelle-France ", lesquels résident de nos jours à Belle-Ile-en-Mer. Ces descendants d'anciens colons du Canada sont les héritiers de familles chassées par les Anglais après la guerre de Sept Ans.

En 1765, soixante-dix-huit familles faisaient souche à Belle-Ile-en-Mer et obtenaient des parcelles à cultiver. Aujourd'hui, existe une **association " Belle-Ile-Acadie "**, présidée par Maryvonne Le Gac, laquelle association met en contact des ressortissants du Nouveau-Brunswick, province d'outre-Atlantique, avec les habitants de l'île.

Ces relations s'entretiennent par le biais de l'usage **partagé du français**, langue parlée des deux côtés de l'océan.

À noter que le prochain sommet de la Francophonie se tiendra à Moncton (Nouveau-Brunswick).

Lionel Cudennec (Paris)

Du côté des commissions de terminologie

Les commissions de terminologie se généralisent dans les différents ministères. Destinées à créer des équivalents terminologiques permettant l'application de la loi du 4 août 1994, ces commissions n'attendent que les suggestions des membres et sympathisants d'A.L.F., pour pouvoir **trouver des solutions à l'hégémonie** de certaines formes d'expression.

Une liste des commissions existantes, et à créer, est à la disposition des membres de l'association, au siège.

De surcroît, l'arrêté du 17 février 1986, émanant du ministre de l'Urbanisme et du Logement, concernant les équivalents terminologiques dans ces domaines bien précis, est également disponible.



Cistude

Une action civique individuelle au nom de la langue française.

Fin juin 1999, se déroule au Blanc, sous-préfecture de l'Indre, un congrès international de trois jours sur l'*Emys orbicularis* (la " cistude ", pour les intimes), une tortue menacée. À cette occasion, est apposé, **sur la façade de l'hôtel de ville**, un calicot de plusieurs mètres de long... entièrement rédigé en anglais, donc **illégal**. Robert Heymann, géomètre retraité, alerte les autorités, la gendarmerie, la presse locale, ainsi que diverses associations œuvrant pour la langue française. Devant la détermination du retraité, les organisateurs collent une traduction en français à même le calicot, sur une feuille de... 30 cm sur 50, ce qui est **encore illégal** ! R. Heymann ne lâchant pas prise, le calicot est finalement retiré, avant même la fin du deuxième jour du congrès. Le récit détaillé de cette affaire exemplaire (4 pages), avec illustrations photographiques et reproduction des communiqués de presse, du tract rédigé à cette occasion et de l'écho suscité dans la presse

locale, peut être obtenu, moyennant une enveloppe timbrée, au siège d'A.L.F. (demander " Cistude et calicot ").

Yvan Gradis (Boulogne)

Point de croix, point d'honneur

Comment, à partir d'un cas de conscience, mettre à profit sa marge de liberté, aussi ténue soit-elle, dans le cadre de son travail.

Le correcteur d'un magazine de point de croix s'est vu charger de relire un article intitulé "**Préparez Halloween**" et devant paraître en septembre prochain. Butant sur un cas de conscience, il a adressé à la rédaction la lettre suivante.

Collaborer... ou... résister

"Permettez au correcteur d'ouvrir sa gueule, quitte à sortir de ses attributions. Si le choix d'un article **sur Halloween** répond à une logique 100 % commerciale, alors les lignes qui suivent n'ont aucun sens. Si, au contraire, la décision de faire participer notre magazine au **grand déferlement** médiatico-abrutissant s'explique par un engouement de votre part pour certains modèles disponibles, engouement relayé par un **conformisme objectif** et une petite **démision intellectuelle**, alors, dans ce cas, permettez-moi de vous rappeler que, tout directeur et rédactrice en chef que vous soyez respectivement, vous vous adressez à quelque 15 ou 20 000 personnes qui voient leur imaginaire et leurs pratiques un tant soit peu modifiés par notre publication, ce qui représente une certaine **responsabilité** sociale, pour ne pas dire politique. C'est au poste où l'on est, même si l'on n'y est que pour gagner de l'argent, que l'on peut choisir de **collaborer...** ou de **résister...** à certaines grosses machinations dont les enjeux nous dépassent. Le passé est lourd de dégâts résultant de la **lâcheté** de petits employés ou fonctionnaires qui se croyaient dégagés d'avance de toute responsabilité. Il est évidemment trop tard pour supprimer l'article sur Halloween. Je propose donc de supprimer toutes les occurrences du mot dans l'article. Nous pouvons réfléchir à une façon de le contourner."

20 000 personnes épargnées

La rédaction du magazine s'est rangée à l'avis du correcteur et a décidé d'intituler l'article autrement. Vingt

mille personnes échapperont donc, grâce à ce simple coup de gueule, à une occurrence (en gros caractères) parmi tant d'autres d'un mot, certes innocent, mais devenu mot d'ordre publicitaire.

Yvan Gradis (Boulogne, 92)

Adhérez !

Faites adhérer à

Avenir de la langue française !

Envoyez directement votre chèque au siège (en mentionnant "adhésion" au dos). Voir tarifs en fin de journal.

Intervention dans un colloque

Le 30 juin 1999, à Paris, se tenait un colloque "Médias et francophonie" sous le haut patronage et en présence du président de l'Assemblée nationale et des ministres de la Culture et de la Coopération.

Prenant la parole, j'ai rappelé aux participants que, si la francophonie reste une très belle aventure, il ne fallait pas pour autant oublier l'état lamentable dans lequel se trouve la langue française, chez nous, en France, asphyxiée qu'elle est par une colonisation patte-pelue anglo-saxonne tentaculaire, alors qu'anglicismes, analphabétisme et illettrisme n'ont jamais atteint une cote aussi alarmante, et que, dans les pays francophones, nos amis francophiles voient disparaître de leur horizon notre langue et notre culture grignotés par une uniformisation venue des Anglo-étatsuniens.

Guillen Deschamps (Paris)

Tableau d'honneur

Des brèves pour donner raison aux optimistes

Bretagne. La Direction de la répression des fraudes du Finistère s'attaque aux nombreuses atteintes à la loi du 4 août 1994, qui se produisent en Bretagne. Les domaines d'intervention sont divers (terme "pass-Bretagne" adopté par la S.N.C.F., terme "pass-Euro" adopté par le conseil régional, etc.). L'intervention de nos adhérents, notamment brestois, a été constante depuis plus d'un an...

Délice. Une grande affiche publicitaire pour un biscuit était visible, au début de l'année, à la sortie Eurostar

de la Gare du Nord (Paris). Son auteur (signature minuscule) était anglo-saxon (Léo Burnett), et son slogan : "Un des délices de la langue française."

Joyeux festin ! Une chaîne américaine de prêts-à-manger diffuse dans le monde entier un produit appelé "happy meal". Le 30 juin, lors d'un colloque à Paris sur "Médias et Francophonie", un intervenant québécois a indiqué que ses compatriotes avaient transformé la formule en : "Joyeux festin".

Pilori

Des brèves pour donner raison aux pessimistes

Parc d'attractions. Le Parc Astérix a recruté, pour cette saison, 500 personnes. Pendant ce temps, Eurodisney en recrutait 6 000. (Source : émission "ANPE recrute", France 3, le 22 mars 1999.)

Informations diverses

Signature. Alfred Gilder signera *En vrai français dans le texte* (dictionnaire franglais-français, 380 pages, 150 F), le 15 septembre, de 18 h jusqu'à l'aube, au 18, rue du Cherche-Midi, Paris 6^e.

Clin d'œil. Nos permanentes, quoique très occupées, vous recevront volontiers au siège : Monique Brun, (pour A.L.F.) vous accueillera toujours au secrétariat ; Jacqueline Delpit (pour D.D.C.) attend vos relevés de faits et vous tient au courant des jugements ; Marion Millet (pour A.L.F.) attend vos courriers et vos adhésions ; elle s'attache à la promotion de l'association auprès du public et de la presse ; internet : millet@ifrance.com

Errata. Merci à Nicole Vallée de nous avoir signalé deux coquilles dans

le dernier numéro (p. 1, bas de la 1^{re} colonne). Il fallait lire : "pour que soit gommé [...] l'antique primat" et "Une longue pratique [...] m'a appris".

Documents disponibles à l'association

Plaquette de l'association avec, notamment, l'appel fondateur (2 p.) • **"Guide de l'utilisateur"** sur l'emploi de la langue française en France : outil pratique pour défendre ses droits linguistiques (25 p.) • **"Signalement de fait"** : formulaire de relevé d'une infraction possible (1 p.).



Courrier des lecteurs

J'aimerais attirer votre attention sur un phénomène typique de l'attraction exercée non pas tant par la langue anglaise (laquelle est menacée, elle aussi, par le charabia ambiant) que par les *consonances* anglo-saxonnes, attraction qui aboutit à ce qu'on pourrait appeler de l'anglais de synthèse ou de l'anglais reconstitué. Je citerai l'exemple de la chaîne de magasins baptisée « Leader Price », qui s'annonce comme une « marque européenne ». Regardez bien les vitrines de ces magasins : l'expression « Leader Price » est tellement naïve et dépourvue de sens qu'il faut la traduire : en français (« Leader Price » devient alors « Meilleur Prix », ce qui est déjà une ineptie ; il faudrait dire : « *Le Meilleur Prix* » - mais les « Césars » sont passés par là !), en allemand, en espagnol, etc. ; mais aussi, nous ne rêvons pas, en anglais (« Best Price ») ! Imaginons un instant que le français soit devenu langue internationale : il existerait sans doute une chaîne de magasins baptisée « Chef de prix » ou « Prix en chef ». **Christian Wasselin** (Paris)

Explication des sigles (et adresses) :

A.L.F. (Avenir de la langue française)

D.D.C. (Le Droit de comprendre, 98, rue de Sèvres, 75007 Paris, tél. 01 42 73 13 74, tcp. 01 42 73 19 51)

D.D.C.C.R.F. (Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)

D.G.L.F. (Délégation générale à la langue française, 1, rue de la Manutention, 75116 Paris, tél. 01 40 69 12 00, t.c.p. 01 40 69 12 80)

D.L.F. (Défense de la langue française, 8, rue Roquépine, 75008 Paris ; t.p.h. : 01 42 65 08 87)

F.C.F.A. (Franc de la Communauté financière africaine)

O.P.A. (Offre publique d'achat)

U.P.U. (Union postale universelle)

Avenir de la langue française

Président de l'association :
Bernard Dorin

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Méric

Rédacteur en chef et correcteur :
Yvan Gradis

Rédaction (et siège de l'association) :
98, rue de Sèvres, 75007 Paris
Téléphone : 01 42 73 14 92
Télécopie : 01 42 73 19 51

Internet : languelfr@miconet.fr
Site : www.miconet.fr/~languelfr/alf

ISSN en cours

Imprimé par nos soins
Dépôt légal à parution

Adhésion à l'association : 100 F (abonnement inclus)